



**ACCORD-CADRE POUR LA FOURNITURE DE MATERIELS
METROLOGIQUE ET SECURITE CONCERNANT LE PROJET RJH DU CEA
DE CADARACHE**

ACCORD-CADRE N°5200XXXX

ENTRE :

Le Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,

représenté par **Monsieur Michael MATRAY**, agissant en qualité de Responsable Logistique Chantier,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part

ET :

La société **XXXX**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXXX, dont le siège social est situé XXXX.

représentée par **XXXXXX**, agissant en qualité de XXXXXX,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1: OBJET	4
ARTICLE 2: DOCUMENTS APPLICABLES	4
ARTICLE 3: PERIMETRE DE L'ACCORD CADRE	5
3.1 PART SUR BONS DE COMMANDE SUR BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES FORFAITAIRES (BPU)	5
3.2 PART SUR MARCHES SUBSEQUENTS	5
ARTICLE 4: CONDITIONS D' EXECUTION	6
4.1 DELAIS	6
4.2 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	6
4.3 OBLIGATION DE RESULTAT	6
4.4 LIVRABLES DOCUMENTAIRES	6
4.5 EMBALLAGES-EXPEDITIONS-TRANSPORT-LIVRAISON	7
4.5.1 DISPOSITIONS GENERALES	7
4.5.2 EMBALLAGE	7
4.5.3 EXPEDITIONS – TRANSPORT – LIVRAISONS	7
4.6 DISPOSITIF DE SUIVI ET CONTROLE DES PRESTATIONS	8
4.7 COMPTE-RENDU	8
4.8 OBLIGATION GENERALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION	8
4.9 CONFIDENTIALITE	8
4.10 CONFLIT D'INTERET	9
4.11 LIEU D'EXECUTION	9
4.12 RESPONSABILITES	9
4.12.1 RESPONSABILITE DE FONCTIONNEMENT	9
4.12.2 RESPONSABILITE D'ENCADREMENT	9
4.12.3 CORRESPONDANTS TECHNIQUES	9
ARTICLE 5: NOTIFICATION DES DECISIONS LIEES AU MARCHÉ	10
5.1 CONDITIONS DE PASSATION DES PRESTATIONS UNITAIRES FORFAITAIRES : BONS DE COMMANDE (BDC)	10
5.2 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES : MARCHES SUBSEQUENTS	10
5.3 ETABLISSEMENT DU PRIX DES MODIFICATIONS DU MARCHÉ	11
5.4 REMISE DE L'OFFRE DE PRIX AU CEA	11
5.5 SUSPENSION OU CLOTURE D'UNITES D'ŒUVRE	11
5.6 AJOUT D'UNE UNITE D'ŒUVRE (PRESTATION UNITAIRE FORFAITAIRE)	12
ARTICLE 6: PRIX - CONDITIONS FINANCIERES	12
6.1 CONTENU ET CARACTERE DES PRIX	12
6.2 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	12
6.2.1 PART SUR BONS DE COMMANDE SUR BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES FORFAITAIRES PAR UNITES D'ŒUVRE (BPU)	12
6.2.2 PART SUR MARCHES SUBSEQUENTS	12
ARTICLE 7: REVISION DES PRIX	13
ARTICLE 8: CONDITIONS DE PAIEMENT	13
8.1 PART SUR BONS DE COMMANDE SUR BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES FORFAITAIRES PAR UNITES D'ŒUVRE (BPU)	13
8.2 PART SUR MARCHES SUBSEQUENTS	13
ARTICLE 9: CONDITIONS DE FACTURATION	14
9.1 MODALITES DE FACTURATION	14
9.2 REGIME FISCAL	14
ARTICLE 10: SOUS-TRAITANCE	14
ARTICLE 11: DUREE DE L'ACCORD-CADRE	14

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH		5200XXXXXX	2/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 12: PENALITES.....	14
ARTICLE 13: QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT	15
ARTICLE 14: RECEPTION - GARANTIE	15
ARTICLE 15: JURIDICTION COMPETENTE.....	15
ANNEXE 1 - BORDEREAU GENERAL DES PRIX (BGP)).....	16
ANNEXE 2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL INTERVENANT SUR SITE RJH	17

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXX	3/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Affaire suivie techniquement par :
Nom : Anthony TOPIN (ASSYSTEM)
Email : anthony.topin@cea.fr
Tél : 04 13 58 09 53

Affaire suivie commercialement par :
Nom : Sandrine GUILLOSSOU
(CAPGEMINI)
Email : sandrine.guillossou@cea.fr
Tel : 04 13 58 07.33

ARTICLE 1: OBJET

Le présent Accord-cadre a pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la fourniture de matériels métrologique et sécurité pour le chantier du Réacteur Jules Horowitz (RJH).

La prestation est réalisée pour le compte du Projet RJH du CEA/Cadarache, qui assure la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage du Projet RJH.

ARTICLE 2: DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Accord-cadre (et de ses annexes), lesquelles prévalent :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection de l'Accord-cadre et leurs annexes (référentiels correspondants),
- le dossier de consultation du CEA référencé B25-00529-SGU,
- le cahier des charges référencé DOC-0034656 Indice A,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux Marchés passés par le CEA (Edition de Janvier 2022),
- Le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXX en date du xx/xx/2025.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur de sa mission, objet de l'Accord-cadre ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données ou d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission les prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Le Titulaire est tenu de signaler par écrit au CEA, avant toute exécution, toute erreur ou omission et de proposer éventuellement les modifications ou adaptations qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la parfaite exécution de l'Accord-cadre. Une fois l'exécution des prestations concernés commencées, le Titulaire est réputé ne pas avoir d'observation.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXXX	4/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 3: PERIMETRE DE L'ACCORD CADRE

Les prestations, objet de l'Accord-cadre, seront réalisées conformément aux dispositions des documents CEA précités, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

3.1 PART SUR BONS DE COMMANDE SUR BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES FORFAITAIRES (BPU)

Les unités d'œuvres qui composent l'Accord-cadre sont les suivantes :

PRESTATIONS DE FOURNITURE D'EQUIPEMENTS

Les équipements qui pourront être approvisionnés sur bon de commande sont listés ci-dessous et décrits dans le cahier des charges référencé DOC-0034656 Indice A.

- UO 01: Fourniture d'un oxygénomètre jetable à alarme sonore
- UO 02: Fourniture d'un détecteur 4 gaz avec chargeur ALTAIR 4 XR ou équivalent
- UO 03: Fourniture d'un détecteur 4 gaz avec chargeur VTS K123 ou équivalent
- UO 04: Fourniture d'un détecteur 4 gaz avec chargeur Dräger X-am 2500 ou équivalent
- UO 05: Fourniture d'une balise détection 4 gaz
- UO 06 : Kit de biberonnage de la balise détection 4 gaz
- UO 07: Fourniture d'un sonomètre portable
- UO 08: Fourniture d'un sonomètre à affichage déporté
- UO 09: Fourniture d'un stylo détecteur de tension sans contact

PRESTATIONS D'ETALONNAGE SUR SITE RJH

- UO 10: Etalonnage sur chantier RJH d'un oxygénomètre à alarme sonore
- UO 11: Etalonnage sur chantier RJH d'un détecteur 4 gaz avec chargeur ALTAIR 4 XR ou équivalent
- UO 12: Etalonnage sur chantier RJH d'un détecteur 4 gaz avec chargeur VTS K123 ou équivalent
- UO 13: Etalonnage sur chantier RJH d'un détecteur 4 gaz avec chargeur Dräger X-am 2500 ou équivalent
- UO 14: Etalonnage sur chantier RJH d'une balise détection 4 gaz avec option biberonnage
- UO 15: Etalonnage sur chantier RJH d'une balise détection 4 gaz sans biberonnage
- UO 16: Etalonnage sur chantier RJH d'un sonomètre portable
- UO 17: Etalonnage sur chantier RJH d'un sonomètre à affichage déporté

PRESTATIONS D'ETALONNAGE DANS LES LOCAUX DU TITULAIRE

- UO 18: Etalonnage d'un oxygénomètre à alarme sonore
- UO 19: Etalonnage d'un détecteur 4 gaz avec chargeur ALTAIR 4 XR ou équivalent
- UO 20: Etalonnage d'un détecteur 4 gaz avec chargeur VTS K123 ou équivalent
- UO 21: Etalonnage d'un détecteur 4 gaz avec chargeur Dräger X-am 2500 ou équivalent
- UO 22: Etalonnage d'une balise détection 4 gaz avec option biberonnage
- UO 23: Etalonnage sur chantier RJH d'une balise détection 4 gaz sans biberonnage
- UO 24: Etalonnage d'un sonomètre portable
- UO 25: Etalonnage d'un sonomètre à affichage déporté

3.2 PART SUR MARCHES SUBSEQUENTS

Cette part concerne la réalisation de prestations complémentaires qui entrent dans le domaine d'activité du présent Accord-cadre mais qui ne s'inscrivent pas dans le cadre des prestations prévues à l'article 3.1. Elles concernent notamment la réalisation de prestations spécifiques sur la base de la BGP (taux et coefficients, fournitures,...) et sur devis préalable.

Le périmètre de ces prestations n'étant pas définissable a priori, elles seront réalisées par l'intermédiaire de marchés subséquents.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXXX	5/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Seules pourront être prises en compte dans le cadre de ces marchés subséquents et imputées sur cette part estimative, les expressions de besoin instruites et réalisées conformément aux dispositions de l'article 5.3.1 « Processus d'exécution des marchés subséquents »

ARTICLE 4: CONDITIONS D' EXECUTION

4.1 DELAIS

Pour les prestations d'étalonnage, le délai d'intervention maximum à respecter à partir de la date de notification du BdC au Titulaire est de 15 jours ouvrés (sauf délai plus long renseigné dans le BdC). Ce délai correspond au nombre de jours ouvrés dont dispose le Titulaire pour livrer l'équipement étalonné conforme à la réglementation.

4.2 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

Les prestations seront en tous points conformes aux documents applicables (article 2 supra) et seront réalisées conformément aux prescriptions des textes et des normes en vigueur.

Le Titulaire est réputé s'être assuré de l'exactitude des informations qui lui seront remises par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

Le titulaire de l'Accord-cadre est responsable de son activité de maintenance. Après intervention du prestataire, l'équipement restitué devra accomplir sa fonction initiale, dans des conditions de sécurité et de sûreté nominales.

Le soumissionnaire s'engage à préserver la conformité de l'ensemble des équipements sur lesquels il intervient et à ne pas apporter de modifications susceptibles de modifier les caractéristiques techniques définies par le constructeur, notamment en termes d'exigences de sécurité, de qualité et d'exactitude liées au fonctionnement des équipements

Toutes prestations défectueuses seront reprises par lui dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais.

Il répond de même de l'exactitude des documents remis au CEA. Lorsque le CEA constate des non conformités avant la réception de l'Accord-cadre, il peut ordonner leurs mises en conformité. Les mises en conformité sont réalisées à ses frais par le Titulaire dans les plus brefs délais fixés par le CEA.

4.3 OBLIGATION DE RESULTAT

Les prestations objet de l'Accord-cadre, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Le Titulaire de l'Accord-cadre, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins, fonctionnalités, contraintes et exigences exprimées par le CEA dans les documents cités supra (cf. article 2).

Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourrait prononcer, à tout moment, la résiliation de l'Accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA).

4.4 LIVRABLES DOCUMENTAIRES

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des documents devant être réalisés dans le cadre des prestations conformément aux exigences des documents applicables précités à l'article 2, à la fréquence demandée et dans les temps impartis mentionnés dans le cahier des charges DOC-0034656 ind A

Tous les documents devront être acceptés par le CEA et seront la propriété du CEA, après leur acceptation. Cette acceptation ne pourra en aucune manière et à aucun moment être invoquée par le Titulaire pour s'exonérer ou tenter de s'exonérer de tout ou partie de ses responsabilités.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXXX	6/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

4.5 EMBALLAGES-EXPEDITIONS-TRANSPORT-LIVRAISON

4.5.1 DISPOSITIONS GENERALES

Le Titulaire conserve l'entière responsabilité des équipements, matériels, matériaux, fabrications et/ou fournitures jusqu'à la réception prononcée par le CEA ou tout représentant dûment mandaté par lui.

Les équipements, matériels, matériaux, fabrications et/ou fournitures sont emballés, expédiés et transportés aux frais, risques et périls du Titulaire qui doit prendre toutes informations sur les moyens de communication et de déchargement ainsi que toutes sujétions en découlant ; il fait son affaire de toutes formalités et autorisations administratives nécessaires.

Les modalités de l'expédition et du transport sont fixées dans les Instructions Générales de Chantier ainsi que les lieux, jours et heures de livraisons des marchandises sur Site.

Le poids de chaque colis et l'emplacement de l'élingage doivent être indiqués sur tous les colis lourds.

4.5.2 EMBALLAGE

L'emballage et l'étiquetage doivent assurer une information et une protection efficaces, tant au point de vue manutention que conservation, jusqu'à destination finale et être conformes à tous règlements et normes, en particulier pour les produits chimiques et les matières dangereuses telles que les matières radioactives. Il est pourvu d'un marquage en langue française propre à assurer la sécurité du matériel pendant sa manutention et son transport jusqu'à destination finale.

Les dégâts occasionnés par un emballage défectueux, insuffisant ou mal adapté, sont entièrement à la charge du Titulaire.

Les emballages portent la référence lisible de l'Accord-cadre et comportent obligatoirement toutes les marques et inscriptions utiles (notamment la date d'expédition, l'adresse de l'expéditeur et du destinataire de la livraison) ou réglementairement imposées.

Les emballages consignés sont restitués aux frais et risques du Titulaire.

4.5.3 EXPEDITIONS – TRANSPORT – LIVRAISONS

Dans le cas d'équipements particuliers de transport ou de montage fabriqués spécialement, ceux-ci restent la propriété du C.E.A après complet paiement du prix.

Le Titulaire ne doit procéder à aucune expédition sans s'être au préalable mis d'accord avec le C.E.A sur la date prévue pour le commencement des expéditions et il doit remettre en temps utile au C.E.A :

- Un état des colis qui, par leur nature, leur volume ou leur poids, présentent des difficultés de transport ou de manutention,
- Les fiches de sécurité des produits chimiques,
- Les certificats de conformité des matériels,
- Le calendrier des expéditions arrêté en accord avec le CEA.

Dans le cas d'expédition de matériel très lourd ou très volumineux, le Titulaire est tenu de s'assurer auprès du CEA que le site est en état de recevoir le matériel et il doit lui adresser un préavis écrit d'expédition.

Le Titulaire supporte les conséquences financières d'une expédition effectuée sans accord ou préavis.

Les bordereaux d'expédition sont adressés en double exemplaire par le Titulaire et mentionnent obligatoirement :

- La référence de l'accord-cadre,
- La destination de la livraison,
- La date d'expédition,
- La nomenclature détaillée des articles avec le nombre de colis, les poids bruts et nets,
- La dénomination sociale du Titulaire,
- La référence des pièces et/ou des plans correspondants,

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXX	7/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- L'indication des produits et matériels dangereux.

Sauf dispositions particulières convenues par les parties, les bordereaux d'expédition doivent être envoyés en temps voulu pour arriver à destination avant le matériel livré.

Pour les pièces de rechange, si un bordereau est incomplet, ou s'il n'est pas expédié en temps utile pour permettre de faire éventuellement des réserves auprès du transporteur, les poids et quantités reconnus par le CEA à l'arrivée sont seuls pris en considération pour la vérification des factures.

Le Titulaire est seul chargé, au moment de l'expédition, d'assurer le contrôle quantitatif des matériels et équipements et, pendant le transport, de faire toutes réserves utiles auprès des transporteurs en cas d'avarie, de manquement, de retard ou d'erreur d'adresse.

Le Titulaire fait son affaire, sous sa responsabilité, des manutentions et des transports sur le site du RJH. Les frais dus à l'immobilisation prolongée des moyens de transport par suite d'un retard de déchargement dû au Titulaire sont à la charge de ce dernier.

Les lieux et conditions de livraison et de stockage des équipements et matériels sont définis dans les Instructions Générales de Chantier.

4.6 DISPOSITIF DE SUIVI ET CONTROLE DES PRESTATIONS

Le suivi et le contrôle des prestations confiées au Titulaire, est assuré au moyen des réunions ci-après :

- Des réunions de travail (cf § 6.2 du CDC : pré-job briefing avant toute opération à risques et réunions particulières si besoin (questions d'ordre technique, de sécurité, etc...).
- Seront également présentés par le Titulaire tous les 6 mois au cours des réunions de travail, les actions destinées à limiter l'impact environnemental de la prestation telles que proposées dans son offre.

4.7 COMPTE-RENDU

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, le compte-rendu est diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

4.8 OBLIGATION GENERALE DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre de l'Accord-cadre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution de l'Accord-cadre, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.9 CONFIDENTIALITE

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXXX	8/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

4.10 CONFLIT D'INTERET

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution de l'Accord-cadre, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution de l'Accord-cadre, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés de l'Accord-cadre en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de l'Accord-cadre à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

4.11 LIEU D'EXECUTION

Les prestations d'étalonnage seront exécutées dans les locaux du Titulaire et sur le site du chantier clos et indépendant du RJH à Cadarache. Les horaires d'accès au chantier RJH sont spécifiés dans le règlement de chantier du RJH.

4.12 RESPONSABILITES

4.12.1 RESPONSABILITE DE FONCTIONNEMENT

Le Titulaire est responsable de la bonne réalisation des prestations définies dans le cahier des charges et l'Accord-cadre.

4.12.2 RESPONSABILITE D'ENCADREMENT

Pendant toute la durée de l'Accord-cadre, le Titulaire assure l'ensemble des obligations attachées à sa qualité d'employeur de son personnel.

4.12.3 CORRESPONDANTS TECHNIQUES

Dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

Pour le CEA :

Nom : Anthony TOPIN (ASSYSTEM)
Email : anthony.topin@cea.fr
Tél : 04 13 58 09 53

Pour le Titulaire :

Nom : XXXXXXXX XXXXXX
Tél : XX.XX.XX.XX.XX
Email : xxxxxxx@xxxxx.xx

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXXX	9/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 5: NOTIFICATION DES DECISIONS LIEES AU MARCHE

Les décisions notifiées au Titulaire, dans le cadre de l'exécution de l'Accord-cadre pourront être de 2 natures :

- La notification d'une disposition prévue à l'Accord-cadre (Bons de commande (BdC) par unités d'œuvre, mise à disposition, transmission de donnée d'entrée, levée d'option,),
- La notification d'une disposition non prévue à l'Accord-cadre (prestations complémentaires sur marchés subséquents, modification du contenu de la prestation ou des dispositions contractuelles).

5.1 CONDITIONS DE PASSATION DES PRESTATIONS UNITAIRES FORFAITAIRES : BONS DE COMMANDE (BdC)

L'exécution des prestations visées à l'article 3.1 est soumise à l'émission d'un bon de commande (BdC) par le CEA. Ces bons de commande, qui prennent la forme d'un écrit signé par le CEA et se réfèrent au présent Accord-cadre, précisent :

- la référence du présent accord cadre (52XXXX) et le N° de commande associée (40XXXX) émis par le CEA,
- la référence de l'unité d'œuvre (UO), les prestations dont l'exécution est demandée ainsi que leur quantité, sur la base des UO forfaitaires définies dans le Bordereau Général des Prix,
- les dates et modalités d'intervention,
- le montant global décomposé par type d'unité d'œuvre.

Un BdC pourra notifier une ou plusieurs UO.

Un BdC pourra modifier un BdC antérieur selon les modalités définies à l'article 7 «Révision des prix ».

5.2 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES : MARCHES SUBSEQUENTS

Les prestations complémentaires et supplémentaires visées à l'article 3.2 seront engagées selon les processus suivants **Processus d'exécution des marchés subséquents** :

Expression des besoins :

Le CEA exprime ses besoins de prestations complémentaires sous la forme d'un document écrit, qu'il transmet au Titulaire par le biais d'une Fiche d'Expression de Besoin transmise initialement par le CEA ou son représentant, au Titulaire.

Offre du titulaire :

A la réception de la FEB (Fiche d'Expression de Besoin) le Titulaire établira une offre dans un délai de 10 jours ouvrés. Cette offre précisera:

- la référence de l'accord cadre,
- la référence de la FEB,
- la désignation des prestations,
- les délais d'exécution des prestations,
- le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des prix unitaires forfaitaires par unités d'œuvre et des taux journaliers du BPC fixés dans la DPGF,
- le détail des fournitures sur la base des prix unitaires du bordereau de prix fixé dans la DPGF,
- le montant total HT détaillé,

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXXX	10/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- le détail des livrables et le délai de remise, toute information nécessaire particulière en fonction des prestations.

Marché subséquent :

Préalablement à toute exécution de prestations complémentaires, un marché subséquent au présent accord cadre, émis par le CEA, vaudra acceptation des conditions de l'offre du Titulaire et l'autorisera à débiter les prestations.

Le Titulaire ne peut procéder à la réalisation des prestations qu'après avoir reçu un marché subséquent émis par le CEA.

Chaque marché subséquent comportera :

- le numéro du présent accord cadre (52xxxx) et le n° de commande (40xxxx) émis par le CEA,
- la référence des documents applicables au marché subséquent,
- l'objet précis de la prestation,
- le montant total hors taxes de la prestation suivant l'offre validée du Titulaire,
- les délais,
- le détail des livrables et le délai de remise, les conditions de facturation. Sauf dispositions contraires, la facturation de la prestation complémentaire est opérée en totalité après réception sans réserve par le CEA de l'ensemble des prestations et livrables du marché subséquent.

5.3 ETABLISSEMENT DU PRIX DES MODIFICATIONS DU MARCHE

Le coût du marché subséquent sera arrêté par application des prix unitaires figurant dans la BGP de l'Accord-cadre. A défaut de prix unitaires adaptés, le prix sera établi sur devis détaillé soumis à l'approbation du CEA, à partir de prix élémentaires figurant dans les sous-détails de prix remis par le Titulaire et joints à l'Accord-cadre.

Si dans le cadre d'une FEB demandée au Titulaire, ce dernier ne peut que sous-traiter à un tiers, le Titulaire consulte avec mise en concurrence (au minimum 3 devis) et justifie de manière expresse la motivation de son choix.

Le prix est alors déterminé par l'application d'un coefficient de peines et soins au prix d'achat hors taxes de ces sous-traitances ou approvisionnements, sur présentation de la facture du tiers.

Les prix des modifications seront établis aux conditions économiques du mois/année de remise de l'offre.

5.4 REMISE DE L'OFFRE DE PRIX AU CEA

Le Titulaire dispose de 10 (dix) jours ouvrés pour remettre sa proposition de prix au CEA à partir de la date à laquelle le besoin lui a été signifié par le CEA.

Si le Titulaire n'a pas fait connaître sa proposition à l'expiration de ce délai ou si le Titulaire et le CEA ne sont pas parvenus à un accord sur les prix proposés, les modifications du marché sont notifiées au Titulaire au moyen d'un marché subséquent.

5.5 SUSPENSION OU CLOTURE D'UNITES D'ŒUVRE

Un bon de commande (BdC) peut suspendre, ou clôturer avant leur terme, tout ou partie des unités d'œuvre incluses au sein d'un BdC déjà émis.

La suspension ne donne pas lieu à indemnisation du Titulaire.

La clôture d'une unité d'œuvre dont l'exécution par le Titulaire n'a pas débuté ne donne pas lieu à indemnisation ou rémunération de ce dernier.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXXX	11/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

5.6 AJOUT D'UNE UNITE D'ŒUVRE (PRESTATION UNITAIRE FORFAITAIRE)

Lorsqu'un besoin de nouvelle prestation récurrente apparaît en cours d'exécution du présent Accord-cadre, en lien avec l'objet de l'Accord-cadre et les unités d'œuvre existantes, les Parties peuvent convenir de la création d'une nouvelle unité d'œuvre par le biais d'un courrier lequel comportera une mise à jour de la part sur bon de commande, qui sera intégré aux bons de commande suivants sans passation d'un avenant.

Le montant de cette nouvelle unité d'œuvre est défini par comparaison avec une unité d'œuvre existante, ayant le même objet. Dans les deux hypothèses, les prix unitaires forfaitaires et les taux horaires et journaliers forfaitaires fixés à la DPGF servent de base à ce chiffrage.

Une nouvelle unité d'œuvre ne peut avoir pour objet de modifier ou remplacer une unité d'œuvre existante.

La création d'unité d'œuvre est limitée à 5 pendant la durée totale du présent Accord-cadre (4 ans).

ARTICLE 6: PRIX - CONDITIONS FINANCIERES

La signature par les Parties du présent Accord-cadre ne constitue pas un engagement de commande de la part du CEA. A ce titre, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA dans le cas où aucun bon de commande ne serait émis au titre de l'accord cadre.

6.1 CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

Les prix unitaires de chaque UO sont forfaitaires, en conséquence ils intègrent les frais de déplacement et moyens nécessaires et s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations.

Les prix applicables au présent accord-cadre sont définis en annexe 1, ils sont et établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre soit XX/2025 et révisables selon les conditions définies à l'article 7 infra.

6.2 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

Le montant de l'accord cadre s'élève à la somme estimative et révisable de **XXXX €HT** (xxxx euros hors taxe) se décomposant comme suit :

6.2.1 PART SUR BONS DE COMMANDE SUR BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES FORFAITAIRES PAR UNITES D'ŒUVRE (BPU)

Le montant de la part sur bons de commande s'élève à la somme estimative et révisable xxx € HT (xx euros hors taxes).

Prestations dont les quantités sont estimatives et qui ne constituent pas un engagement de dépense ou de volume de la part du CEA.

6.2.2 PART SUR MARCHES SUBSEQUENTS

Le montant de la part sur marchés subséquents s'élève à la somme estimative et révisable de xxx € HT (xxx euros hors taxes).

Ce montant ne représente pas un engagement de dépenses du CEA.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXXX	12/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 7: REVISION DES PRIX

Tous les prix indiqués à l'article 6 sont établis sur la base des conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre (XX/2025). Ils ne seront pas révisés pendant la première année suivant le T0 enclenchement de l'accord-cadre, et seront révisables à compter de la deuxième année d'exécution à compter de la date anniversaire du T0.

Au-delà, chaque terme de paiement pourra être révisé annuellement à l'initiative de chacune des Parties par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + (0,15 \times \frac{FSD2}{FSD2_0}) + 0,40 \times (\frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0}) + 0,30 \times (\frac{CPF27.12}{CPF27.12_0})]$$

Pour laquelle :

P correspond au prix révisé,

P₀ correspond au prix établi aux conditions économiques du mois et l'année de remise de l'offres (xxx/2025).

FSD2 correspond à l'indice « Frais et services divers – modèle de référence n°2 »,

FSD2₀ correspond au prix établi aux conditions économiques du mois de notification du Marché

ICHT-IME correspond à l'indice « coût horaire travaillé – Industries mécaniques et électriques », publié par Le Moniteur,

ICHT-IME₀ correspond au prix établi aux conditions économiques du mois et l'année de remise de l'offres (xxx/2025).

CPF 27.12 correspond à l'indice « prix de production de l'industrie française pour le marché français, matériel de distribution et de commande électrique » id. 010534698.

CPF27.12₀ correspond au prix établi aux conditions économiques du mois de notification du Marché

Chaque révision de termes de paiement sera intégrée dans une facture annuelle spécifique qui précisera pour chaque terme : le prix initial du terme de facturation, les valeurs des indices et index d'origine, le prix révisé et les indices et index appliqués. Ces factures de révisions de prix seront soumises à l'acceptation du CEA.

Les factures de révision de prix sont basées sur les valeurs définitives des indices. Toutes les demandes de révision de prix adressées avec des valeurs provisoires des indices (marquées « P » dans Le Moniteur) seront refusées par le CEA.

ARTICLE 8: CONDITIONS DE PAIEMENT

8.1 PART SUR BONS DE COMMANDE SUR BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES FORFAITAIRES PAR UNITES D'ŒUVRE (BPU)

Ces prestations seront facturées à 100% du montant du bon de commande, sauf conditions contraire dudit bon de commande, sur la base des prix unitaires du BPU, après acceptation par le CEA des prestations et livrables associés au bon de commande sur la base d'un procès-verbal signé par le CEA.

8.2 PART SUR MARCHES SUBSEQUENTS

Le montant de la part sur marchés subséquents sera facturé sous réserve de dispositions particulières du marché subséquent considéré, à 100% du montant des prestations, après exécution et réception sans réserve par le CEA des prestations et livrables concernés, sur PV.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXX	13/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 9: CONDITIONS DE FACTURATION

9.1 MODALITES DE FACTURATION

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre de l'Accord-cadre, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA : 5200XXXXXX.

Pour tout renseignement :

- Mail générique : RELANCES@cea.fr
- ligne dédiée : 01 69 08 47 50
- difficultés techniques dans CHORUS : CONTACT_DEMAT@cea.fr.

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA après exécution.

9.2 REGIME FISCAL

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Le Titulaire s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale d'acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 10: SOUS-TRAITANCE

Outre les dispositions de l'article 7 des CGA qui sont applicables, il est précisé que :

- Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.
- Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications du Marché relatives aux prestations sous-traitées.
- La sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 11: DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée totale de l'Accord-cadre sera de 48 mois (4 ans), à compter de la date de la réunion d'enclenchement (T0).

ARTICLE 12: PENALITES

En application de l'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA, en cas de non-respect des délais d'exécution mentionné à l'article 4.1 , le Titulaire sera passible d'une pénalité d'un montant de 100 € par jour ouvrable dans la limite de 10% du montant total de l'accord-cadre,.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXXX	14/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 13: QUALITE / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT

Les prestations, objet du présent Accord-cadre, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. À cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution de l'Accord-cadre. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

ARTICLE 14: RECEPTION - GARANTIE

Les conditions de garantie applicables à l'Accord-cadre sont celles figurant aux Conditions Générales d'Achat du CEA en vigueur (cf. chapitre 11 des CGA). Pour l'ensemble des garanties, le départ de la période de garantie est la réception de chaque bon de commande

ARTICLE 15: JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif à l'Accord-cadre, est de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.



Pour le CEA :	Signature : Date :
Pour le Titulaire :	Signature : Date :

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXX	15/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ANNEXE 1 - BORDEREAU GENERAL DES PRIX (BGP))

Référence du document	SUPPLY CHAIN RJH		5200XXXXXX	16/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Ce document est la propriété du CEA/Cadarache et ne peut être utilisé, reproduit ou communiqué sans son autorisation.

ANNEXE 2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL INTERVENANT SUR SITE RJH

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXXX	17/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnement ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
 - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
 - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
 - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans la spécification technique d'achat du présent accord-cadre ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXX	18/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

3. Respect par le Titulaire de l'accord-cadre de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion de l'accord-cadre et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent accord-cadre, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5. Les modalités d'accès au Centre

5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent accord-cadre, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXXX	19/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue à l'accord-cadre :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

6. La sous-traitance

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début d'exécution de l'accord-cadre ou en cours d'exécution.

Dispositions contractuelles du marché	SUPPLY CHAIN RJH	B25-00529-SGU	52000XXXX	20/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	